

Roma, 28/03/2015

Interview del Presidente Mattarella a Le Figaro pubblicata con il titolo "Mattarella: Il faut lancer un pacte de civilisation contre le terrorisme" (francese)

Mattarella: «Il faut lancer un pacte de civilisation contre le terrorisme»

Pour le président de la République italienne, la crise libyenne fait courir le risque «de trouver l'État islamique à un pas de l'Europe».

RICHARD HEUZÉ Sergio Mattarella : « L'Europe est confrontée à des défis difficiles. Paris, Berlin et Rome ont le devoir d'être à la tête de cette relance pour la croissance. »

Italie Sergio Mattarella a succédé le 31 janvier à Giorgio Napolitano à la présidence de la République italienne. Cet ancien magistrat sicilien a accordé au Figaro sa première interview à un média français depuis son entrée au palais du Quirinal.

LE FIGARO. - Une grande marche a lieu ce dimanche à Tunis contre le terrorisme. François Hollande, Mahmoud Abbas, Federica Mogherini, Matteo Renzi y prendront part. Que représente-t-elle à vos yeux?

Sergio MATTARELLA. -Le massacre commis au Musée du Bardo à Tunis est un signal d'alarme grave dont il est important de se rendre compte. Ce n'est ni une guerre de religion, ni une guerre entre civilisations. De nombreuses victimes étaient musulmanes. Nous sommes tous concernés. Comme lors des actes de terrorisme brutaux et sanguinaires en janvier à Paris, il s'agit d'agressions contre la civilisation et la démocratie qui requièrent une réponse immédiate et collective de la communauté internationale. Pas seulement militaire, mais aussi et surtout culturelle. Il faut lancer un pacte de civilisation pour contrer les campagnes de haine et d'endoctrinement qui se répandent sur Internet. En participant à la marche de Tunis, l'Europe montre qu'elle est unie dans la douleur et dans la réponse à apporter à ces agressions.

L'Italie a-t-elle le sentiment de se trouver en première ligne face aux menaces terroristes en Libye ?

On risque effectivement de trouver l'État islamique à un pas de l'Europe. Il faut appuyer avec conviction l'action de l'ONU pour que sa difficile médiation puisse être couronnée de succès. Et impliquer non seulement l'Europe, mais aussi et surtout les pays arabes voisins, afin de constituer en Libye un véritable gouvernement d'union nationale. Une fois ce but réalisé, la communauté internationale pourra aider ce pays à écarter toute guerre civile.

Vous rencontrerez François Hollande lundi à Paris, à la veille d'un Conseil des

ministres franco-allemand. Comment l'Italie participe-t-elle à la construction d'une entente européenne ?

Mes entretiens avec le président Hollande permettront d'enregistrer l'excellence de la collaboration entre France et Italie et de réaffirmer notre intention d'intensifier davantage nos rapports. Au sein de l'Union européenne, les six pays fondateurs, et surtout les trois grands pays - France, Allemagne et Italie - ont la responsabilité de ranimer l'esprit des pères fondateurs, les Schuman, Adenauer, De Gasperi, qui ont su construire avec un grand sens de l'Histoire un projet de longue portée. Il faut relancer rapidement le projet d'intégration. C'est l'unique réponse positive pour faire repartir la croissance. L'Europe est confrontée à des défis difficiles, la lutte contre le terrorisme, la mondialisation de nos économies. Paris, Berlin et Rome ont le devoir d'être à la tête de cette relance pour la croissance.

Jeudi, devant les députés italiens, le président de la BCE, Mario Draghi, a affirmé que l'économie italienne pourrait croître d'un point de PIB cette année si les réformes étaient poursuivies. Le pays est-il en train de sortir de la crise ?

Ses propos sont très importants. Les réformes sont indispensables pour conférer une efficacité majeure à nos institutions et à notre économie. Je l'avais dit dans mon discours d'investiture devant le Parlement le 29 janvier. La crise a profondément marqué l'Italie, avec un chômage très élevé chez les jeunes et dans le Mezzogiorno. Elle a gravement altéré le tissu social et l'appareil de production du pays. Certains indicateurs clés donnent à croire qu'une sortie du tunnel est en vue. La confiance des opérateurs revient. Il est aussi important que l'UE mette en avant les politiques de reprise contenues dans le plan Juncker. C'est une bonne chose que la présidence italienne de l'UE (au second semestre 2014, NDLR) ait mis l'accent sur l'exigence de relance. Affronter la crise avec rigueur était juste. Le moment est venu de dépasser cette rigueur en relançant la croissance. Avec toute la prudence nécessaire, on peut dire que l'Italie s'apprête à sortir de la crise.

Dès votre élection, vous avez multiplié les gestes symboliques comme au mémorial des Fosses ardéatines (érigé en hommage aux victimes du fascisme). Vous avez aussi restreint le parc automobile du Quirinal et vous prenez le tramway. Quel sera le style de votre mandat ?

Si je me suis rendu dès mon élection au mémorial des Fosses ardéatines, c'était pour rappeler les grands sacrifices consentis pour retrouver la liberté. Nous assistons aujourd'hui à la reprise d'une intolérance sans frein et à des assassinats d'une cruauté inouïe. Les valeurs qui nous ont permis de renouer avec la démocratie en luttant contre le

nazisme et le fascisme sont les mêmes que celles qui nous poussent à combattre de toutes nos forces l'antisémitisme, le racisme et le terrorisme. Et à mener une lutte sans merci contre toutes les formes de mafia et d'intolérance. Mon devoir est de le rappeler sans relâche. Quant à mon comportement personnel, je dirai simplement que je m'efforcerai d'emprunter des transports publics chaque fois qu'il me sera possible de le faire. Je suis un président normal. Tout en respectant les exigences de sécurité qui entourent les déplacements du chef de l'État, je chercherai à me comporter comme une personne normale. Si je parviens à donner cette impression, je ne puis que m'en réjouir. Autrement, j'aurais l'impression de réciter un rôle qui n'est pas le mien.

Le 24 mai, l'Italie commémorera le centenaire de son entrée en guerre, en 1915, contre l'Autriche, aux côtés de la France, de la Belgique et de l'Angleterre. Comment cet événement lointain est-il perçu aujourd'hui en Italie ?

Il reste très vif dans la mémoire des Italiens. Il n'y a pas une commune qui n'ait un monument aux morts de la Première Guerre mondiale et ne leur rende hommage chaque année. En Italie, comme dans le reste de l'Europe, de nombreuses manifestations rappelleront cette épouvantable tragédie. Ces millions de morts (850 000 pour l'Italie, NDLR) et ces immenses actes d'héroïsme sur tous les fronts doivent nous enseigner un message de paix. Nous devons être capables de l'accueillir pour être cohérents avec notre choix de l'intégration européenne.